Faillites, précarité et mépris : le cri d’alerte des pharmaciens

Compte Test - 2025-03-01 11:53:58 - Vu sur pharmacie.ma

Il fut un temps où le pharmacien incarnait une figure stable du paysage médical : conseiller de proximité, garant de l’accès aux soins, pilier du système de santé. Mais aujourd’hui, cette profession essentielle, pourtant fragilisée, est à bout de souffle. Face à une crise persistante et à des promesses non tenues, les pharmaciens montent au créneau et réclament, une fois encore, des actions concrètes. Le dernier épisode en date illustre parfaitement ce malaise profond. Conviés à une réunion par le directeur général de l’Agence marocaine des médicaments et des produits de santé, les représentants syndicaux des pharmaciens se sont vu imposer des entretiens séparés, alors même que les quatre organisations avaient travaillé de concert pour établir une liste commune de revendications et définir les mesures urgentes à mettre en place pour sauver la profession. L’amertume est d’autant plus grande que des engagements avaient pourtant été pris par le ministère de la Santé, Khalid Aït Taleb. À la suite d’une grève nationale, un accord avait été signé entre la tutelle et les syndicats pour créer une commission mixte chargée d’étudier les revendications des pharmaciens. Un an plus tard, l’attente demeure, les promesses s’effacent et les difficultés s’aggravent. Pire encore, c’est la survie même de nombreuses pharmacies qui est en jeu. Selon les syndicats, près d’un tiers des officines sont au bord de la faillite, étranglées par des revenus en berne, un mode de rémunération obsolète, une dérégulation généralisée et l’absence totale de soutien institutionnel. Au-delà du secteur lui-même, ce sont les patients qui, à terme, paieront le prix de cette crise. Une pharmacie qui ferme, c’est un accès aux soins compromis, une population plus vulnérable, une désertification médicale aggravée. Pourtant, au lieu de répondre aux inquiétudes des professionnels, l’inaction des autorités ne fait qu’alimenter la frustration et exacerber la colère. Désormais, les syndicats exigent une intervention directe du Chef du gouvernement, Aziz Akhannouch. Leur objectif : remettre les discussions sur les rails avant que la crise ne s’enlise davantage. Mais si le silence persiste, la mobilisation reprendra, et avec elle, le spectre d’une contestation massive. Les autorités ont un choix à faire : persister dans l’inaction et laisser la situation se détériorer, ou rouvrir le dialogue pour construire, ensemble, des solutions viables. Ce qui est certain, c’est que les pharmaciens ne peuvent plus attendre...